

ENQUÊTE

Aziz Oguz

Au centre des polémiques et passions françaises, enjeu de crispations européennes, pris entre deux feux... ils vivent, agissent, inventent. Musulmans citoyens!

« On a vengé le Prophète Mohammed ! On a tué *Charlie Hebdo* ! » Ces mots des frères Kouachi, capturés par une caméra amateur, résonnent encore dans ma tête. Ces cris guerriers lancés alors que les tueurs viennent d'abattre froidement un policier au sol... Ce flic était l'un des premiers à être sur le terrain, après le carnage du journal satirique au cœur de Paris. Un homme, Ahmed Merabet, policier, de confession musulmane, assassiné « au nom de l'islam ».

« Des lâches, des barbares ! » s'énerve Mohamed Douhane, commandant de police. L'homme ressent, aujourd'hui encore, dégoût et colère. Sa voix se noue lorsqu'il évoque les attentats de janvier qui l'ont « triplement endeuillé : en tant que

Français, en tant que policier et en tant que musulman ». La mort de son confrère l'a particulièrement bouleversé. Il y a environ deux ans, Mohamed avait croisé Ahmed au commissariat du XI^e arrondissement où le policier tué travaillait. Les deux hommes avaient pris un café. Leurs histoires se ressemblent : des parents algériens immigrés, des origines modestes, le premier a grandi en banlieue grenobloise, le second à Livry-Gargan en Seine-Saint-Denis (93). « On devait se revoir mais le temps a passé... » Jusqu'au jour où la photo du policier défile sur les écrans de

télé, aux côtés des autres victimes des attentats. « Un choc », soupire ce père de famille.

Le temps s'accélère. Le 13 janvier 2015, au matin, à la Préfecture de police de Paris, le commandant Douhane assiste à l'hommage national en l'honneur des trois agents tués lors des attaques terroristes. L'après-midi, il se rend à l'inhumation du cercueil d'Ahmed, recouvert du drapeau tricolore, au cimetière musulman de Bobigny. « C'était noir de monde... » Des amis, de hauts dignitaires, des policiers, des inconnus. Le chagrin de la famille,

DEBOUT, TÊTE HAUTE, NOUS, MUSULMANS FRANÇAIS...

celui de la mère du défunt. « Une dame qui portait le voile avec beaucoup de dignité », tient à préciser Mohamed. « Ces tueurs ne sont pas musulmans ! L'islam, c'est le partage, la tolérance, le goût de l'effort, le travail. Des valeurs évidemment en harmonie avec la République », clame ce policier en deuil.

Pris entre deux feux

Cette mort tragique me rappelle les tueries de Montauban et de Toulouse, en mars 2012. Merah, avant de s'attaquer à l'école juive, abat trois militaires français d'origine algérienne, deux de confession musulmane, un catholique, et blesse un quatrième d'origine antillaise. Doctorant en sociologie, Elyamine Settoul a démontré la part croissante de militaires issus de l'immigration dans l'institution militaire, qui a d'ailleurs créé une aumônerie musulmane en 2006. Beaucoup de jeunes trouvent « dans les carrières militaires le moyen d'affirmer leur adhésion aux valeurs d'égalité et de méritocratie républicaine », écrit-il dans *Le Monde*.

Dans *Musulmans au quotidien, une enquête européenne sur les controverses autour de l'islam*², la sociologue franco-turque Nilüfer Göle explique comment la violence terroriste s'exerce au détriment des musulmans ordinaires, « ceux qui ne voient pas de contradiction dans le fait [par exemple] de porter le foulard, de prier, de manger halal, de circoncire leurs enfants de sexe masculin, d'enterrer leurs proches dans un carré musulman et celui d'adhérer à la société française ». Les terroristes jettent une suspicion, largement relayée par certains éditorialistes et politiques, sur cette grande masse de citoyens investis dans le tissu social, associatif, culturel, politique, entrepreneurial... Et fragilisent des débats légitimes dont les citoyens musulmans peuvent être porteurs.



Marième Tamata-Varin, maire de Yvelles (Seine-et-Marne).

Foi et engagement, l'harmonie...

Cette majorité dite silencieuse (ou inaudible?), on la retrouve parfois dans des endroits... inattendus. À Yèbles, par exemple, en Seine-et-Marne, une petite bourgade de près de neuf cents âmes dans l'Est francilien. Un village, avec sa place et sa petite église, entouré de champs cultivés. Et à peine une quinzaine de familles d'origine étrangère. Ici, je viens rencontrer la maire, élue du peuple, noire et musulmane! «Que je sois croyante n'est pas inscrit sur mon front, me confie – en souriant – Marième Tamata-Varin. Je suis une personne lambda.» Son parcours, lui, sort tout de même du commun. Mauritanienne, elle arrive à Paris en 2000 pour ses études de commerce. Elle s'installe en France, se marie avec un Tahitien converti à l'islam. En quête de verdure, le couple pose ses valises à Yèbles en 2004. Quatre ans plus tard, elle acquiert la nationalité française et devient conseillère municipale avant d'être élue maire en 2014. «La diversité est une richesse», assure cette mère d'une famille recomposée de quatre enfants. Et cela sonne comme une évidence. Malgré son emploi de cadre à Paris, l'énergique maire, âgée de trente-quatre ans, se dévoue corps et âme à sa commune. En mars dernier, l'édile ouvre sa petite bourgade au monde, en organisant le week-end de la Franco-phonie. L'occasion au village d'une fête des différentes cultures. Au printemps, elle lance une campagne de dons sur internet, et réunit près de quarante-cinq mille euros, pour financer l'agrandissement de l'école devenue exigüe devant l'afflux de nouveaux élèves.

Pratiquante (elle fait ses prières et le jeûne du ramadan), cette Franco-Mauritanienne vit en harmonie sa foi et son engagement citoyen. «Dans mon travail, ma religion est discrète et personnelle», confie-t-elle. La maire est convaincue que «l'islam doit

Représenter les musulmans de France?

Inaudible et invisible. Sévère constat, de l'avis général, quant au bilan du Conseil français du culte musulman (CFCM). Lancé en 2003 par Nicolas Sarkozy, il est censé représenter les musulmans de France. Mais sa voix ne porte pas, et les critiques pleuvent: en proie au déchirement des grandes fédérations, lié aux seules instances religieuses, dépendant des pays d'origine, fermé aux jeunes, aux femmes, aux minorités... Bref, pas du tout représentatif des musulmans français! Dans ce contexte, le pouvoir exécutif a lancé, le 15 juin dernier, une nouvelle «instance de dialogue» avec l'islam de France, constituée de cent cinquante personnalités issues du monde religieux, mais aussi de la société civile. On y retrouve le recteur de la grande mosquée de Bordeaux, Tareq Oubrou, le président du Collectif contre l'islamophobie en France,

Samy Debah, ou encore la combative Ibn Ziaten Latifa, dont le fils, militaire français, a été assassiné par Mohamed Merah en 2012.

Cette instance formulera des propositions sur quatre chantiers: les actes antimusulmans, la construction et la gestion des lieux de culte, la formation des cadres religieux, et les pratiques rituelles.

Bariza Khiari, sénatrice de Paris, espère que ce nouveau concept fera «émerger d'autres gens de qualité, par exemple des jeunes nés en France, qui pratiquent en France et qui, à terme, pourraient devenir de nouveaux interlocuteurs».

Une instance porteuse de l'énergie musulmane? Bien trop tôt pour le dire. Mais voilà qui, si cela se confirme, pourrait marquer un vrai tournant! ■ M.C.S.

1. Interview à Public Sénat, 15/06/2015.



Fête multiculturelle à Yèbles.

s'adapter aux lois de la République». Mais l'élue fustige les «tensions inutiles», par exemple autour du plat de substitution au porc dans les écoles publiques. «Cela ne me coûte pas un centime d'en proposer. Et ça concerne aussi les enfants allergiques à certains aliments.» Vivre en bonne intelligence, c'est aussi la conviction d'Azzédine Taïbi, maire communiste de Stains dans le «93». En tant que «laïc», cet élu musulman non pratiquant est convaincu que la religion doit «rester une affaire personnelle». Néanmoins, il ne voit aucune contradiction à soutenir le projet d'un centre islamique, actuellement en construction dans sa ville. «On a une église, une synagogue, il faut aussi une mosquée.» Difficile de le taxer de communautariste: le bail du terrain, qui appartient à la mairie, a été accordé à l'association musulmane par l'ancien maire, Michel Beaumale, d'origine... bretonne.

Des «inventeurs» au quotidien

Être au service de tous, c'est aussi le credo de cet élu fier du métissage de sa ville. «On vit dans une société multiculturelle depuis longtemps. Avec les vagues migratoires polonaise, espagnole, maghrébine, africaine, asiatique, indienne, pakistanaise...» Si son élection en 2014 est très médiatisée – il est le premier édile d'origine africaine d'une ville de plus de trente mille habitants en France métropolitaine – cet homme de cinquante ans n'en fait pas un trophée. Sa lutte, il la mène contre «les politiques d'austérité de l'État qui baisse les dotations publiques aux communes». La sienne est l'une des plus pauvres de France. En 2011, le taux de chômage y est, officiellement, de 22,1%. Prenant le bus pour me rendre à la municipalité, je vois défiler les immeubles du Clos Saint-Lazare. Ancien éducateur dans les quartiers sensibles de sa ville, Azzédine Taïbi, élu depuis 1989, en connaît parfaitement les difficultés sociales. «Des jeunes vivent des échecs scolaires, professionnels. Ils ont des difficultés à s'insérer. Une infirmité minorité, par manque de repères, peut se radicaliser.» L'élu est inquiet du climat islamophobe qu'il sent monter dans la société. «C'est toujours quand cela va mal qu'on pointe du doigt une communauté, qu'on trouve un bouc émissaire. Il ne faut pas tomber dans le piège de ceux qui veulent diviser la société.»

Cette atmosphère hostile, largement ressentie par tous les acteurs rencontrés au cours de ce reportage, alimente les incompréhensions, brouille les repères. «Un jour, une dame m'a demandé "êtes-vous islamiste?" pour savoir si j'étais musulman», raconte Sadia Diawara. Lui, comme Mehdi Bigaderne, trentenaires, font face aux difficultés sociales du pays. Le premier est directeur du centre d'animation Curial dans le XIX^e arrondissement de Paris, et

a produit le film à grand succès *La Cité rose*. Le second est l'un des porte-parole de l'association ACLEFEU, lancée après les émeutes de 2005, il est aussi élu municipal à Clichy-sous-Bois. Pour eux, l'islam ne peut évidemment pas être assimilé à la terreur. L'un et l'autre le relient à la tolérance et y trouvent, personnellement, une forme d'apaisement. «Si tu te dis musulman mais que tu rejettes l'autre, il y a un problème», constate Sadia Diawara. Aucune contradiction possible entre les valeurs de la République et celles de leur religion. «Je réagis en tant que citoyen français de confession musulmane», me prévient Sadia. «Les terroristes des attentats de janvier sont des enfants de la République, analyse Mehdi Bigaderne. L'exclusion crée un terreau favorable aux fondamentalistes. Mais, comme en 2005, le déni de la réalité des ghettos perdure. À aucun moment, il n'y a de remise en question des politiques de la ville.» Pour Sadia et Mehdi, les auteurs des attentats de janvier sont des produits de la réalité sociale française.

D'origine malienne, Sadia voit évoluer des «enfants perdus». Un manque de repères qui peut être instrumentalisé par des extrémistes. «Les Français issus de la colonisation ne se retrouvent pas dans l'histoire nationale qui reste eurocentrée.» Dans l'espace qu'il dirige, l'éducateur propose, notamment, des cours de langue en anglais, mais aussi en soninké et bambara, ou encore en arabe et en hébreu. «La France et son identité changent. Il faut l'accepter.» Comme d'autres, les deux hommes ressentent la montée inquiétante de l'islamophobie, alimentée, selon eux, par des médias et certains partis politiques. Les propos des éducateurs me rappellent les avertissements de Bouchera Azzouz, auteure et activiste féministe. «On a ethnicisé la question des banlieues et donc racialisé les rapports sociaux. Les musul-

mans ne forment pas un bloc monolithique figé dans le temps. Nous sommes à la confluence d'une multitude d'identités, à la fois culturelles, sociales, familiales, religieuses, et davantage encore. Nous avons chacun notre singularité. Il n'est pas acceptable de réduire les gens à leur seul héritage religieux. »

Interculturel et interreligieux

Début mai 2015, me voilà au lycée Théodore-Monod, à Noisy-le-Sec (93), dans une classe de certificat d'aptitude professionnelle (CAP). Moyenne d'âge : seize ans. Dans cet établissement de banlieue, la majorité des élèves sont issus de l'immigration, notamment africaine. J'attends la fin du cours de la professeure d'anglais Samia Essabaa. Un débat s'engage autour de la religion. « Madame, il y a plus de musulmans que de Français », lance une jeune fille. L'enseignante soupire. « Tu confonds religion et nationalité... » D'autres préjugés très étonnants surgissent dans la foulée.

Après leur avoir communiqué le nombre d'habitants en France, environ soixante-

vingt millions, la prof demande aux élèves à combien ils estiment la proportion de musulmans. « Trente millions ! » s'exclame l'un d'eux. « Vingt millions ! » corrige un autre. Euh... En fait répond paisiblement l'enseignante, la communauté musulmane est estimée à environ cinq millions. Cerise sur le gâteau : la prof explique que ce chiffre englobe les personnes de culture musulmane. Pas forcément croyantes ou pratiquantes... Et enfin que les fidèles ont des approches et des rites différents, par exemple sunnites ou chiites. « Pour certains élèves, si tu ne fais pas la prière ni le ramadan, t'es un mécréant », me confie Samia. Lorsqu'on évoque la communauté juive – autour de cinq cent mille citoyens français – les mêmes ordres de grandeur extravagants sont exprimés. « Dans certains quartiers, il y a aujourd'hui très peu de cohabitation », constate Samia Essabaa. Cette enseignante a vécu, elle,

**UN TAPIS DE PRIÈRE
PLIABLE, ÉCOLO,
ISOTHERME!**

un vrai mélange culturel et religieux durant sa jeunesse à Gagny (93) et a choisi, coûte que coûte, de porter cet héritage métissé. D'une famille originaire du Maroc, elle a grandi avec des gamins de différents horizons sans crispation identitaire. « Entre un Marocain de confession juive ou musulmane, il n'y a pas de différence ! Ils mangent le même tajine, le même cous-cous, portent la même djellaba et parlent les mêmes langues ! L'un va à la synagogue et l'autre à la mosquée, c'est tout. » Face au manque de dialogue, la professeure d'anglais se bat contre les préjugés. Peu de choses impressionnent cette femme qui force le respect de ses « petits ». Depuis 2004, porte-parole du dialogue interculturel, elle emmène ses élèves à l'étranger dans le cadre de projets éducatifs, notamment axés sur la citoyenneté et la mémoire : l'Andalousie en Espagne, les États-Unis, le Maroc, l'Allemagne ou le Danemark... En 2005, elle organise un voyage au camp d'extermination d'Auschwitz, en Pologne, où plus d'un million de personnes, juives pour la plupart, ont été exterminées. Ses élèves ont préparé cette visite en rencontrant des survivantes de la Shoah comme Simone Veil, Yvette Lévy ou la résistante Lucie Aubrac. « Ils apprennent à connaître cette histoire avant d'y aller. » Mais la visite reste rude. « On a tout sous les yeux : des cheveux tondus de victimes, des chaussons de bébé... » Cette musulmane pratiquante, qui a appris la tolérance dans l'islam, est convaincue d'une chose : « Le racisme commence par la parole, se termine par des actes odieux », quelle que soit la forme, antisémite, islamophobe, ou autre. Pour Samia, l'enjeu est de dépasser les replis identitaires. À Washington, au musée national de l'Holocauste, des jeunes Américains, sur la base du volontariat, assurent gratuitement des visites. Ses élèves ont été étonnés de voir parmi eux des Noirs ou des musulmanes

voilées « raconter ce moment de l'histoire de l'humanité comme si c'était la leur. »

Une pensée en mouvement

Entreprendre un dialogue avec l'extérieur est crucial. Mais les musulmans ne devraient-ils pas développer un travail sur leur vision de l'islam ?

Cette prise de conscience se développe, y compris à l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), réputée conservatrice. Le sociologue Omero Marongiu-Perria constate « une transformation importante ces dernières années » à leur salon annuel du Bourget, avec la création de lieux d'expression libre pour répondre à une demande de fidèles. « Le forum Génér'Action s'affirme comme le principal espace de débats contradictoires, que ce soit sur la famille, la participation politique, la défense des droits des minorités, etc. Cette évolution n'a pas d'équivalent dans les sphères de prédication musulmane en France », confie-t-il. Relancer le travail réformiste, plusieurs religieux – à l'instar de Tareq Oubrou, le charismatique imam de Bordeaux – y consacrent beaucoup d'énergie. C'est aussi le sens de la tribune *Musulmans démocrates de tous les pays, unissons-nous*¹, notamment signée par Ghaleb Bencheikh, président de la Conférence mondiale des religions pour la paix, et l'islamologue Tariq Ramadan. Les auteurs appellent à « relancer le travail réformiste d'*jihad* (interprétation) » des textes religieux et à sortir d'un « islam arabocentré sclérosé ». Sans quoi les musulmans seront victimes de « preneurs d'otages en tout genre », terroristes islamistes ou leaders d'opinion décrivant une « violence intrinsèque » à la religion musulmane, de fait « incompatible avec la démocratie ».



Ayoub Belemlih

Et la pluralité des expressions invite au débat : le philosophe Abdennour Bidar adresse, lui, une *Lettre au monde musulman*². La sociologie n'est pas en reste : Marwan Mohammed se définit, sur son profil Twitter, comme « sociologue anormalien. École normale ZUP ». L'ouverture, c'est l'esprit que défend Abdellah Arrid. Barbe finement taillée, habits décontractés, l'homme est, à trente-six ans, recteur de la mosquée de Lens (Pas-de-Calais). Le natif de cette ville populaire fait partie de la nouvelle génération d'imams formés en France. L'été 2014, avec d'autres jeunes fidèles, ce thérapeute de formation a pris la relève des anciens, pour la plupart immigrés originaires du Maghreb. « Les musulmans doivent se remettre en question. La vie n'est pas figée. L'interprétation du Coran ne peut l'être non plus », m'explique ce religieux autodidacte. « Cela ne veut pas dire qu'il faut censurer notre héritage, mais le situer dans une continuité, nous réapproprier le Coran et le lire à la lumière de notre époque. » Il fustige ceux qui recherchent, dans les textes religieux, des postures et comportements figés, oubliant leur essence spirituelle. « Le Livre sacré n'est pas là pour dicter des *fatwas* [avis juridiques], dire ceci est *halal* [autorisé], ou *haram* [interdit]. Il doit permettre de se ressourcer. » Pour l'imam, les musulmans de culture française peuvent s'emparer des Textes avec leur vécu.

Innovants sur tous les fronts

S'adapter à son époque, Ayoub Belemlih l'a fait. Cet entrepreneur de trente-trois ans a lancé As'Sajjada, un tapis de prière « cinq en un » : « orthopédique, portable,

confortable, isotherme, imperméable... Et « mondialement exporté » ! Rien que ça ! Dans son étui, l'objet me fait d'abord penser à un K-Way. Déplié, on y retrouve quelques motifs orientaux. Ingénieux... Comme pour tout business, l'idée, mûrie avec sa femme il y a trois ans, est née d'un manque. « Souvent, à la prière du vendredi, la mosquée est bondée. Comme il n'y a plus de place, certains prient dehors, à même le sol, en prenant un bout de carton ou de plastique. Et en hiver, moi, je suis rapidement gelé. J'ai donc pensé à un tapis portable, discret et actif contre le froid. » Après avoir gagné plusieurs prix du public lors de différents concours (Carrefour, Chambre de commerce et d'industrie), Ayoub lance son produit en 2013. En vend plus de huit mille. « Logique de répondre à des besoins communautaires ! » Une simple loi de l'offre et de la demande comme en 2010, lorsque la chaîne Quick propose des hamburgers halal dans certains de ses restaurants. Épris d'éthique musulmane et républicaine, Ayoub est un homme de valeurs. « Les conditions d'élevage et d'abattage sont indignes. Moi, que la viande soit halal ou pas, je n'en mange pas », conclut cet homme qui se présente comme « entrepreneur social, solidaire et écologique ». Ancien banquier, il a quitté ce milieu qu'il ne trouvait pas « ancré dans le monde réel, afin d'œuvrer pour l'intérêt général ». Depuis 2015, il suit un master au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) pour devenir accompagnateur d'entrepreneurs. « Je veux lutter contre le chômage et pour l'amélioration du pays. L'islam fait partie de mon identité. Je suis juste un citoyen comme un autre... »

■ AZIZ OGUZ

1. Tribune, Le Monde du 26/03/2012.

2. La Découverte, 2015.

3. Le Monde du 12/02/2015.

4. Éditions LLL.



Abdellah Arrid, recteur de la mosquée de Lens.

ENQUÊTE



Bouchera Azzouz

DOUBLE COMBAT POUR LES MUSULMAN(E)S FÉMINISTES

Porter le voile et être féministe ? Être lesbienne ou gay et s'affirmer fervent musulman ? L'idée paraît souvent inconcevable, tant l'islam est associé à l'oppression des femmes et des minorités sexuelles.

Porte-parole des Musulmans inclusifs de France, Nasredine Errami affronte une islamophobie potentiellement présente dans sa minorité sexuelle, et une possible homophobie dans sa communauté religieuse. Courte barbe soignée, regard serein. Pourtant, à vingt-neuf ans, Nasredine avoue être passé par « beaucoup de souffrance » pour réussir à faire le lien entre sa foi et sa sexualité. « Jeune, c'était très difficile de s'affranchir de la tutelle théologique dominante qui exclut les homosexuels », raconte le jeune homme originaire du Maroc, installé en France depuis plusieurs années. Spirituellement,

il s'est immergé dans différents courants islamiques avant de trouver son équilibre dans le chiisme. Aujourd'hui, l'activiste s'oppose fermement aux lectures rigoristes du Coran. « Je n'ai rien en commun avec ceux qui justifient le racisme, le sexisme ou l'homophobie par les Textes. Mon Prophète n'est pas intolérant, misogynne ou homophobe. » Installé à Strasbourg, Nasredine Errami se veut le chantre du dialogue interreligieux dans la communauté gay et lesbienne. Un message difficile à faire entendre dans un milieu qui peut vite glisser « laïc, religieux et islamophobe ».

Lire le Coran pour l'égalité des sexes
Cette double lutte se retrouve chez les « féministes islamiques ». Dans un ouvrage qui a popularisé cette expression¹, la sociologue Zahra Ali expose les combats de femmes musulmanes, voilées ou non,

pour une nouvelle interprétation des textes religieux. Elles défendent l'égalité des sexes et dénoncent le patriarcat. De l'Indonésie à l'Égypte, en passant par les États-Unis ou l'Iran, des militantes mènent ce combat. En Occident, et plus particulièrement en France, elles font face à ceux qui leur refusent l'étiquette « féministe », au prétexte que « l'islam – plus que toute autre religion – serait inégalitaire et oppressif à l'égard des femmes ». L'auteure dénonce le contrôle, au nom de la laïcité, des femmes voilées dans l'espace public. C'est en mars 2004 que la loi contre les signes ostentatoires dans les écoles publiques, visant le foulard avant tout, est votée. Depuis, les polémiques n'ont cessé de se multiplier : mamans lors des sorties scolaires, crèches, nounous, université... Dans ce climat, la gent féminine devient une vraie cible. En 2014, sur les sept cent soixante-quatre actes antimusulmans

recensés par le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), 80 % concernaient des femmes.

Un turban rouge recouvrant ses cheveux, Hanane Karimi vit cette double confrontation. En décembre 2013, la chercheuse en sociologie fait irruption à la grande mosquée de Paris pour dénoncer l'interdiction faite aux femmes de prier dans la salle principale réservée, depuis cette fin d'année, aux hommes. Celles-ci doivent aller se recueillir dans le sous-sol ! La direction évoque un manque de place, le bavardage des femmes (s/c)... Hanane Karimi fustige une « décision misogyne ». « Partout, les femmes sont "ségréguées" dans les lieux de culte. C'est humiliant », dénonce la porte-parole de Femmes dans la mosquée.



Hanane Karimi

**80 % DES ACTES
ANTIMUSULMANS
CONCERNENT
DES FEMMES.**

Un féminisme populaire

Dans le même temps, cette féministe « décoloniale » pourfend la loi de 2004. « En France, on reste dans un rapport de supériorité, hérité du temps des colonies. Avec l'idée d'aider la femme musulmane à s'émanciper de la domination masculine », argumente la militante qui, plus jeune, a dû stopper ses études, à cause de son foulard. Hanane oppose son combat à un féminisme « *mainstream* », blanc, bourgeois, qui a laissé de côté nos mères, les femmes immigrées ». L'activiste Bouchera Azzouz, elle, se refuse à segmenter ces luttes. Même si « les femmes immigrées dans les banlieues ont vécu leur combat en marge, à l'ombre de Simone de Beauvoir

de ce féminisme populaire. » Dans le film, sa mère, Rahma, confie – pour la première fois – avoir avorté. Cette femme, qui a donné naissance à huit enfants, n'a pas voulu en avoir un neuvième. « On a obtenu ce droit grâce à Simone Veil [qui a défendu la loi de 1974 sur l'avortement] », raconte la mère de Bouchera, voilée et pratiquante. « Il faut démythifier le poids de la religion dans les choix de vie de chacun », ajoute, en écho, sa fille.

La réalisatrice a, elle aussi, porté le foulard pendant dix ans dans sa jeunesse. Parce qu'elle avait des « interrogations ». Puis a décidé de l'enlever, après mûre réflexion. « Je me suis demandé pourquoi je le por-

tais. Est-ce que cela avait encore un sens dans ma spiritualité ? Je n'en ai plus senti le besoin. » Sa foi n'a pas faibli. Loin de là.

Mais d'autres femmes décident de le porter. Et doivent faire face au regard sévère d'une grande partie de l'opinion publique. Selon l'enquête 2014 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), 79 % des Français jugent négativement le port du voile. Le rejet est massif. Un parcours du combattant s'impose à ces femmes pour concilier leur foi avec leur vie en société. Porter ou non le foulard, un choix... cornélien. ■

AZIZ OGUZ

¹ Féminismes islamiques, Éditions La Fabrique.